

Calixthe Beyala s'indigne de la place du Qatar dans la francophonie

Enfin quelqu'un ose poser la question ! Dans la rubrique Controverse l'article, qui émane de l'écrivain Calixthe Beyala, s'ajoute au dossier assez complet sur le Qatar que le Journal *Marianne* (1), friand de titres accrocheurs a intitulé : Comment ils ont livré la France au Qatar... Si l'analyse des journalistes rejoint les nombreux articles déjà publiés dans *Riposte laïque* sur la prise en mains de notre pays par les pétrodollars du Golfe, Calixthe s'étonne, et elle n'est pas la seule, de l'intrusion du Qatar dans la francophonie, « *pays riche en pétrole dit-elle mais pays avec qui, moi écrivain francophone, je ne partage rien* ». Plus loin elle précise sa pensée : « *ce pays riche s'est introduit dans ma cartographie intellectuelle par effraction, un viol presque de ma mémoire tant il m'a été répété que ces gens là sont riches que rien ni personne ne leur échappent* ».

Elle a réfléchi sur des points fondamentaux : l'influence et la manipulation des jeunes : « *Ils financent nos banlieues et j'ai pensé que c'était une très mauvaise chose : que, malgré nos difficultés financières, je me passerais volontiers de leur argent, car par cet acte, ils achètent nos enfants, leur conscience et leur liberté de pensée* ».

L'appropriation de notre patrimoine : « *ils achètent en gros et en détail... le patrimoine français, mon patrimoine. Et, à chaque fois, mon cœur se vrille. Je me sens dépouillée. Dénudée. Rasée. Je suis désespérée malgré les explications qu'on nous donne : « c'est à cause de la crise économique, vous comprenez ? »*. Combien sont-ils les Français qui, comme cette femme, ressentent douloureusement la même blessure devant cette perte de notre patrimoine dont on nous

dépouille ?

Femme lucide elle a vu l'autre côté du miroir aux alouettes la face pas belle : « *ce pays ne s'est pas illustré pour ses idéaux lumineux, pour sa grandeur littéraire, mais exclusivement parce que détenteur de pétrodollars... et du record des femmes bannies, bafouées, sans aucun droit, voilées, mais ça, chut ! on n'en parle pas. Ils sont riches !* ».

Que vient donc faire le Qatar dans la francophonie ? *La francophonie n'a jamais eu pour objectif de construire des écoles coraniques, mais plutôt d'aider à l'édification des établissements scolaires de langue française tout en favorisant le dialogue avec d'autres langues d'autres cultures. Sans doute parce qu'il a de l'argent, nous dira-t-on bientôt que le Qatar est très utile puisqu'il financera les burqas qui voileront les femmes jusqu'aux ovaires ? Peut-être argumenteront-ils que le Qatar est à idolâtrer parce qu'il financera les parlements aussi bien en occident qu'en Afrique, pour favoriser l'adoption de la charia dans nos cités.*

Tout est dit par cette femme déterminée qui perce avec finesse et justesse : l'ambition de ce pays riche de ses pétrodollars, son objectif et ses prétentions à imposer ses valeurs religieuses en occident, au Maghreb comme dans toute l'Afrique, **le danger pour la jeunesse et pour les femmes. De nombreux analystes des révolutions arabes mettent, aujourd'hui, en lumière le rôle malsain du Qatar dans le financement des partis islamistes, et la désinformation quotidienne pratiquée par la chaîne Al-Jazira, sur les faits réels des printemps arabes. Au moment où les groupes armés et financés, entre autre, par ces pétrodollars, obligent notre pays à agir militairement au Mali, nos élus et notre Gouvernement vont-ils, enfin, prendre leurs distances avec ces théocraties du golfe (2)? Face aux risques terroristes que court la communauté française, sur son propre territoire, il semble qu'il y ait urgence!**

Chantal Crabère

(1) Marianne N° 820 du 5/11 janvier 2013

(2) Et puisque l'Etat français n'a plus d'argent, avant de pressurer les Français, le Gouvernement socialiste s'honorait, et gagnerait en cohérence, de revenir sur l'incroyable convention fiscale signée par Nicolas Sarkozy une niche fiscale qui dispense un investisseur qatari de tout impôt sur les plus-values réalisées sur la revente de biens immobiliers en France, disposition décriée à l'époque par le PS , mais, à ce jour pas abrogée.